

LE GRAND ÉCART ENTRE LA LOI ET LA JURISPRUDENCE SUR LA PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE EN AUSTRALIE



ADRIANA ORIFICI

Maître de conférences, Monash University, Melbourne*

RÉSUMÉ

Cet article propose d'examiner d'un œil critique les récentes évolutions législatives apportées au régime australien en matière de dénonciation des entreprises. Il en explique les principaux changements, identifie les failles relatives à la protection des lanceurs d'alerte, et analyse l'interprétation de ces nouvelles dispositions par la jurisprudence récente. Il ressort de cette analyse que les tribunaux ont développé une interprétation très restrictive de ce dispositif, et rendu des décisions dont les effets sont en désaccord avec la politique et l'objectif poursuivis.

Mots-clés : *Dénonciation, Australie, conduite des entreprises, signalements protégés, Corporations Act 2001.*

ABSTRACT

This article critically examines recent legislative changes to Australia's corporate whistleblowing regime. The article explains key changes, identifies gaps in protections and considers recent jurisprudence that interprets new provisions. It is argued that courts have adopted narrow interpretative approaches in the decisions considered, with practical impacts that are in tension with the policy and purpose of the new regime.

Keywords: *Whistleblowing, Australia, Corporate Conduct, Protected Disclosures, Corporations Act 2001.*

* L'auteur remercie Renee Burns pour son aide précieuse dans la conduite de cette recherche.